



KPMG S.A.
Bureau de Marseille
480 avenue du Prado
CS 90303
13269 MARSEILLE CEDEX 08
France

Téléphone : +33 (0)4 96 20 53 60
Télécopie : +33 (0)4 96 20 53 55
Site internet : www.kpmg.fr

Association pour la Réadaptation Sociale - A.R.S.

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2020
Association pour la Réadaptation Sociale - A.R.S.
6, rue des Fabres - 13001 Marseille
Ce rapport contient 41 pages

KPMG S.A.,
société française membre du réseau KPMG
constitué de cabinets indépendants adhérents de
KPMG International Limited, une société de droit anglais
(« private company limited by guarantee »).

Société anonyme d'expertise
comptable et de commissariat
aux comptes à directorat et
conseil de surveillance.
Inscrite au Tableau de l'Ordre
à Paris sous le n° 14-30080101
et à la Compagnie Régionale
des Commissaires aux Comptes
de Versailles et du Centre

Siège social :
KPMG S.A.
Tour Egho
2 avenue Gambetta
92066 Paris la Défense Cedex
Capital : 5 497 100 €.
Code APE 6920Z
775 726 417 R.C.S. Nanterre
TVA Union Européenne
FR 77 775 726 417



KPMG S.A.
Bureau de Marseille
480 avenue du Prado
CS 90303
13269 MARSEILLE CEDEX 08
France

Téléphone : +33 (0)4 96 20 53 60
Télécopie : +33 (0)4 96 20 53 55
Site internet : www.kpmg.fr

Association pour la Réadaptation Sociale - A.R.S.

Siège social : 6, rue des Fabres - 13001 Marseille

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2020

A l'Assemblée générale de l'Association pour la Réadaptation Sociale,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'Assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association pour la Réadaptation Sociale relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2020, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2020 à la date d'émission de notre rapport.

Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le point suivant mentionné dans la note 5.1.1. « Changement de méthode comptable » de l'annexe des comptes annuels exposant le changement de méthode comptable résultant de la première application du règlement ANC n°2018-06 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif et au règlement ANC n°2019-04 relatif aux activités sociales et médico-sociales gérées par des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

Justification des appréciations

La crise mondiale liée à la pandémie de Covid-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'audit des comptes de cet exercice. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les entreprises, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d'avenir. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des entreprises et sur les modalités de mise en œuvre des audits.

C'est dans ce contexte complexe et évolutif que, en application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Changement de méthode comptable :

Comme mentionné ci-avant, la note 5.1.1. « Changement de méthode comptable » de l'annexe expose le changement de méthode comptable résultant de l'application de la nouvelle réglementation comptable de l'ANC 2018-06 relative aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif et au règlement ANC 2019-04 relatif aux activités sociales et médico-sociales gérées par des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

Dans le cadre de notre appréciation des règles et principes comptables suivis par votre association, nous avons vérifié la correcte application du changement de réglementation comptable et de la présentation qui en est faite.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;

- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Marseille, le 24 juin 2021

KPMG S.A.



Joëlle Bouchard
Commissaire aux comptes

BILAN ACTIF AU 31/12/2020

ACTIF	Exercice 2020 (selon ANC 2018-06)			Exercice 2019 (selon CRC 1999-01)
	Brut	Amortissements et dépréciations (à déduire)	Net	Net
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement	0	0	0	0
Frais de recherche et de développement	0	0	0	0
Donations temporaires d'usufruit	0	0	0	0
Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires	31 290	30 007	1 282	2 955
Immobilisations incorporelles en cours	0	0	0	0
Avances et acomptes	0	0	0	0
Immobilisations corporelles	0	0	0	
Terrains	112 422	53 671	58 751	57 440
Constructions	4 017 265	1 830 231	2 187 034	2 169 074
Installations techniques, matériel et outillage industriels, autres	322 027	146 463	175 564	61 117
Immobilisations corporelles en cours	0	0	0	0
Avances et acomptes	0	0	0	0
<i>Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés</i>	0	0	0	0
Immobilisations financières	0	0	0	
Participations et Créances rattachées	590	0	590	
Autres titres immobilisés	0	0	0	
Prêts	214 346	0	214 346	202 948
Autres	57 437	0	57 437	55 223
Total I	4 755 377	2 060 373	2 695 005	2 548 758
ACTIF CIRCULANT	0	0	0	
Stocks et en-cours	0	0	0	0
Avances et acomptes versés sur commandes	1 945	0	1 945	6 058
Créances	0	0	0	0
Créances clients, usagers et comptes rattachés	730 344	0	730 344	483 300
<i>Créances reçues par legs ou donations</i>	0	0	0	
Autres	345 104	0	345 104	182 293
Valeurs mobilières de placement	2 242 359	0	2 242 359	2 220 439
Instruments de trésorerie	0	0	0	0
Disponibilités	353 085	0	353 085	914 461
Charges constatées d'avance	36 289	0	36 289	17 242
Total II	3 709 125	0	3 709 125	3 823 793
Frais d'émission des emprunts (III)				0
Primes de remboursement des emprunts (IV)				0
Ecart de conversion Actif (V)				0
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)	8 464 503	2 060 373	6 404 130	6 372 551

ENGAGEMENTS REÇUS

Legs nets à réaliser :

- acceptés par les organes statutairement compétents
- autorisés par l'organe de Tutel

Dons en nature restant à vendre

Poste qui était dans les modèles CRC 1999-01 et qui ne figure plus dans les modèles ANC 2018-06

Poste dont le contenu est différent entre le CRC 1999-01 et l'ANC 2018-06, et le cas échéant, un positionnement différent également

Poste qui avait un positionnement différent avec le CRC 1999-01

Poste qui diffère du PCG

BILAN PASSIF AU 31/12/2020

PASSIF	Exercice N (selon ANC 2018-06)	Exercice N-1 (selon CRC 1999-01)
FONDS PROPRES / FONDS ASSOCIATIFS		
Fonds propres / fonds associatifs sans droit de reprise		
dont legs et donations avec contrepartie d'actifs immobilisés, subventions d'investissement affectés à des biens renouvelables...	0	0
Fonds propres statutaires	0	0
Fonds propres complémentaires	0	0
Ecart de réévaluation (sur biens sans droit de reprise)	0	0
Fonds propres avec droit de reprise	0	0
Fonds statutaires	0	0
Fonds propres complémentaires	0	0
Autres fonds associatifs (partie 1/2)	0	57 237
Fonds associatifs avec droit de reprise	0	0
Apports	0	0
Legs et donations	0	0
Résultats sous contrôle de tiers financeurs	0	289 329
Ecart de réévaluation (sur biens avec droit de reprise)	0	0
Ecart de réévaluation	0	0
Réserves	0	0
Réserves statutaires ou contractuelles	0	0
Réserves pour projet de l'entité	1 053 491	1 634 447
Autres	214 346	202 948
Report à nouveau	0	0
Report à nouveau	1 359 238	1 121 776
Résultats sous contrôle de tiers financeurs	757 820	0
Excédent ou déficit de l'exercice	44 513	67 246
Situation nette (sous total)	3 429 409	3 372 983
Fonds propres consommables	0	0
Subventions d'investissement	0	513
Provisions réglementées	0	0
Autres fonds associatifs (partie 2/2)	0	0
Subventions d'investissement sur biens non renouvelables	0	0
Provisions réglementées	964 805	969 217
Droits des propriétaires - (Commodat)	0	0
Total I	4 394 214	4 342 714
FONDS REPORTEES ET DEDIES		
Fonds reportés liés aux legs ou donations	0	0
Fonds dédiés	0	0
Total II		
PROVISIONS		
Provisions pour risques	67 740	98 890
Provisions pour charges	207 290	223 542
Total III	275 030	322 432
Fonds dédiés	0	0
- sur subventions de fonctionnement	60 423	60 423
- sur autres ressources	0	0
Total III bis	60 423	60 423
DETTES		
Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)	0	0
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	0	0
Emprunts et dettes financières diverses	0	0
Dettes Fournisseurs et Comptes rattachés	231 566	220 661
Dettes des legs ou donations	0	0
Dettes fiscales et sociales	913 395	764 720
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	1 585	1 585
Autres dettes	526 092	302 383
Instruments de trésorerie	0	0
Produits constatés d'avance	1 826	357 633
Total IV	1 674 464	1 646 982
Ecart de conversion Passif (V)	0	0
TOTAL GENERAL (I + II + III + III bis + IV + V)	6 404 131	6 372 551

ENGAGEMENTS DONNES

- Poste qui était dans les modèles CRC 1999-01 et qui ne figure plus dans les modèles ANC 2018-06
- Poste dont le contenu est différent entre le CRC 1999-01 et l'ANC 2018-06, et le cas échéant, un positionnement
- Poste qui avait un positionnement différent avec le CRC 1999-01

COMPTE DE RESULTAT exercice du 01/01/2020 au 31/12/2020

COMPTE DE RESULTAT	Exercice N (selon ANC 2018-06)	Exercice N-1 (selon CRC 1999-01)
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Cotisations	0	0
Ventes de biens et services	0	
Ventes de biens	0	0
dont ventes de dons en nature	0	0
Ventes de prestations de service	158 856	158 856
dont parrainages	0	0
Produits de tiers financeurs	0	
Concours publics et subventions d'exploitation	7 077 325	5 455 197
Subventions	0	426 000
Produits liés à des financements réglementaires	0	0
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consomptible	0	0
Ressources liées à la générosité du public	0	0
Dons manuels	0	0
Mécénats	0	0
Legs, donations et assurances-vie	0	0
Contributions financières	0	0
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	238 188	111 535
Utilisations des fonds dédiés		
Autres produits		
Cotisations		
Dons manuels		
Mécénats		
Legs et donations		
Contributions financières reçues		
Versement des fondateurs		
Quote-part de dotations consomptibles virées au compte de résultat		
Autres produits	129 277	125 620
Total I	7 603 647	6 277 208
CHARGES D'EXPLOITATION		
Achats de marchandises	0	345 376
Variation de stock	0	0
Autres achats et charges externes	2 591 383	1 707 948
Aides financières	0	0
Impôts, taxes et versements assimilés	433 767	388 977
Salaires et traitements	3 088 554	2 618 735
Charges sociales	1 117 598	968 061
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	166 711	144 722
Dotations aux provisions	30 548	21 026
Reports en fonds dédiés		
Autres charges	0	0
Aides financières		
Autres charges	186 866	45 065
Total II	7 615 427	6 239 910
1. RESULTAT D'EXPLOITATION (I -II)	-11 780	37 298
PRODUITS FINANCIERS		
De participation	0	

D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé	21 920	22 126
Autres intérêts et produits assimilés	0	
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charge	0	
Différences positives de change	0	
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement	0	
Total III	21 920	22 126
CHARGES FINANCIERES		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	0	0
Intérêts et charges assimilées	0	0
Différences négatives de change	0	0
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement	0	0
Total IV	0	0
2. RESULTAT FINANCIER (III - IV)	21 920	22 126
3. RESULTAT COURANT avant Impôts (I - II + III - IV)	10 140	59 424
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Sur opérations de gestion	1 273	
Sur opérations en capital	6 252	8 020
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges	22 461	1 311
Total V	29 986	9 331
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
Sur opérations de gestion	24	2 573
Sur opérations en capital	0	2 932
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	-4 411	-3 996
Total VI	-4 387	1 509
4. RESULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)	34 373	7 822
Participation des salariés aux résultats (VII)	0	0
Impôts sur les bénéfices (VIII)	0	0
Total des produits (I + III + V)	7 655 554	6 308 665
Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII)	7 611 041	6 241 419
SOLDE INTERMEDIAIRE		
+ Report des ressources non utilisées des exercices antérieurs		
- Engagements à réaliser sur ressources affectées		
EXCEDENT OU DEFICIT	44 513	67 246
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Dons en nature	0	0
Prestations en nature	0	0
Bénévolat	0	0
TOTAL	0	0
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Secours en nature	0	0
Mises à disposition gratuite de biens	0	0
Prestations en nature	0	0
Mise à disposition gratuite de biens et services		0
Personnel bénévole	0	0
TOTAL	0	0



Poste qui était dans les modèles CRC 1999-01 et qui ne figure plus dans les modèles ANC 2018-06

Poste dont le contenu est différent entre le CRC 1999-01 et l'ANC 2018-06, et le cas échéant, a un positionnement différent également

Poste qui avait un positionnement différent avec le CRC 1999-01

1 Objet social

L'objet social de notre entité est décrit ainsi dans les statuts :

Il est formé entre les soussignés et les personnes qui adhéreront aux présents statuts et rempliront les conditions indiquées ci-après, une Association qui sera régie par la Loi du 1^{er} juillet 1901 et les présents statuts

L'Association s'adresse aux mineurs et jeunes majeurs et par dérogation aux jeunes de plus de 23 ans, filles et garçons, en grande difficulté et en rupture avec la Société.

Son but est de leur assurer une protection et une aide technique pour qu'ils parviennent à résoudre leurs difficultés matérielles, leurs problèmes de santé physique et psychologique, leur besoin en formation.

Cette action doit aider ces jeunes à se réinsérer dans la Société.

L'Association est apolitique et aconfessionnelle.

2 Nature et périmètre des activités ou missions sociales réalisées

Les moyens d'action de l'Association sont :

- La création d'établissements ou de services spécialisés dans lesquels seront appliquées les méthodes éducatives les mieux adaptées au but de réadaptation poursuivi,
- Le recours aux équipements thérapeutiques spécialisés ou tout autres moyens autorisés par la Loi, concourant par quelques formes que ce soit à la réussite de l'action.

Le siège de l'Association de Réadaptation sociale a pour but d'animer la vie associative, de gérer des services communs en matière comptable, financière, gestion du personnel et du bâti au profit de huit établissements et services qui totalisent 268 places et 227 mesures.

De plus, le siège assure la gestion d'un établissement « DAUF » de 93 places gérées par PACT13.

Les établissements relevant de la compétence du Département :

- Lou Cantou, 66 boulevard Longchamp, 13001 Marseille
- PEPS ou « Parcours Educatif Psychosocial », 134/136 avenue de la Rose, 13013 Marseille
- SEMO ou Service Educatif en Milieu Ouvert, 30/32 boulevard Edouard Herriot, 13008 Marseille.
- SAME ou Service d'accueil de mineurs non accompagnés, 89 chemin de Gibbes, 13014 Marseille

Les établissements relevant de la compétence de l'Etat :

- CHRS, 7 boulevard de la Liberté, 13001 Marseille
- SRP ou Service de Réparation Pénale, 5 rue du Commandant Mages, 13001 Marseille
- CHUS Accueil Blancarde, 37 traverse de la Trévaresse, 13012 Marseille

- SOUSTO ACT, 6 rue de Pontevès, 13003 Marseille

3 Description des moyens mis en œuvre

Les principaux moyens mis en œuvre par notre entité afin de réaliser les activités décrites au paragraphe précédent sont les suivants :

- Investissements
- a. Engagés et terminés dans l'exercice

Etablissement	Nature	Montant	Date de réalisation	Durée
LOU CANTOU	AGOS 66 LONCHAMP TERRASSE	2 150	01/07/2020	15
	EXPRESS ETANCHEITE 66 LONGCHAMP	65 501	01/10/2020	15
	EXPRESS ETANCHEITE 66 LONGCHAMP	5 209	30/06/2020	15
	NMB PHOTOCOPIEUR	4 488	31/01/2020	5
	HERNANDEZ REMPLACEMENT BAIGNOIRE	2 280	30/09/2020	10
	MENUISERIES ANTOINE CUISINE+ HAMMACHE POSE	12 023	01/12/2020	10
BLANCARDE	HERNANDEZ TRAVAUX SALLE DE BAIN	29 632	01/10/2020	3
	DOMELIT 10 MATELAS, 5 FRIGOS, TV	3 684	01/12/2020	3
PEPS	HERNANDEZ MATTHIEU CHAUFFE EAU	3 840	01/07/2020	7
	NMB PHOTOCOPIEUR RICOH	4 488	31/01/2020	5
	MULTI ELEC 134 ROSE VIDEO SURVEILLANCE	5 020	01/08/2020	7
	GILBERT REMISE EN ETAT APPARTEMENT	689	30/04/2020	5
	CASTORAMA REMISE EN ETAT	676	31/08/2020	5
	CASTORAMA REMISE EN ETAT	653	30/09/2020	5
	AGOS LECTEUR VIGIKS BADGES BOITIER LA ROSE	7 988	06/12/2020	7
	DECO-RENOVATION BATIMENT LA ROSE	18 926	18/12/2020	15
	LOT MATERIEL HOTELIER	4 408	30/06/2020	3
DAUF	ORBIWAN 3 ORDINATEURS HP	5 144	31/05/2020	5
SAME	PEUGEOT SCOOTER PULSION	4 934	01/10/2020	5
	NMB PHOTOCOPIEUR RICOH MP3055	4 488	01/02/2020	5
	ORANGE LOT 10 MOBILES	1 079	29/02/2020	3
	ORBIWAN MAT INFORMATIQUE	612	01/03/2020	3
	JPG ECRAN PORTABLE	563	30/06/2020	4
	MICRO CONCEPT MATERIEL INFO	1 659	26/11/2020	4
	MICRO CONCEPT MATERIEL INFO	830	14/12/2020	4
	JPG CHAISES CHAUFFEUSES	1 204	01/01/2020	8
	JPG OFFICE BUREAU	819	13/01/2020	8
	JPG MOB BUREAU COMPTOIR	1 326	20/01/2020	8
	FIDUCIAL 2 BLOCS 5 CASES	1 567	31/07/2020	8
	FIDUCIAL TABLE DEMI LUNE	2 556	30/09/2020	8

	LOT MATERIEL HOTELIER	60 751	2020	4
SEMO	MAISON DU MONDE MOBILIER ACCUEIL : FAUTEUIL	358	31/12/2020	5
	MAISON DU MONDE TABLE BASSE, BUFFET, CHAISES	698	31/12/2020	5
	MAISON DU MONDE MOBILIER ACCUEIL : CONSOLE	210	31/12/2020	5
	NMB PHOTOCOPIEUR	4 488	31/01/2020	5
	FNAC VIDEOPROJECTEUR	500	29/02/2020	5
	FIDUCIAL DESTRUCTEUR	544	15/12/2020	5
SIEGE	MONSIEUR STORES STORES PAIE	900	31/01/2020	8
	AGOS BLOC PORTE BLINDÉE	2 985	31/05/2020	10
	SELECT MISE AUX NORMES TABLEAU ÉLECTRIQUES	5 291	31/05/2020	10
	NMB PHOTOCOPIEUR	5 370	31/01/2020	5
	JPG FAUTEUIL DIRECTEUR GÉNÉRAL	647	30/06/2020	3
	ORBIWAN ORDINATEUR HP	1 248	31/05/2020	5
	ORBIWAN 3 ORDINATEURS HP	4 518	31/05/2020	5
	ORDINATEUR SECOURS	434	01/03/2020	4
	SME 2 SCOOTERS PEUGEOT	9 868	01/10/2020	5

b) Ressources humaines

29 embauches en CDI

2 Secteur Administratif

18 Secteur Educatif

7 Secteur Services Généraux

2 cadres

c) Autres moyens/dépenses

L'évolution moyenne des rémunérations à effectif constant est de : -5.8%

L'évolution de la masse salariale est de : +13.20 %

Formation : le nombre d'heures de formation en lien avec les activités de l'entité s'est élevé à 1270 heures à comparer à 2 967 au titre de l'exercice précédent.

4 Faits caractéristiques d'importance significative, de l'exercice et postérieurs à la clôture

4.1 Faits caractéristiques de l'exercice

L'exercice a été caractérisé par les faits d'importance significative suivants :

- la première application du règlement ANC n°2018-06 du 5 décembre 2018 « relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif » avec notamment la création des nouveaux postes dans le bilan et le compte de résultat pour les comptes de l'exercice de première application. De même, ce règlement a été complété par le règlement ANC N°2019-04 du 08 novembre 2019 relatif aux activités sociales et médico-sociales gérées par des personnes morales de droit privé.

- **Incidence du COVID 19 sur l'organisation de l'association**

Cette année 2020 a été, de toute évidence, l'année dont le fait marquant principal a été la crise sanitaire du COVID-19 avec ses impacts généraux, au niveau sociétal, et son impact particulier sur l'ensemble des activités des établissements et services de l'ARS.

Sans aucune indication ni consigne claire, sans aucune connaissance précise, ni recommandation fiable, nous avons dû :

- prendre des mesures de protection des salariés et des publics,
- élaborer des plans de continuité d'activité pour chaque site de nos établissements et services
- engager les premiers approvisionnements d'équipements de protection individuelle et de produits désinfectants
- mettre en place dès les premières semaines des protocoles de tests collectifs, face à deux situations de contamination et, donc, de risque de cluster dans nos deux foyers MECS (pôle Internat PEPS et foyer intégré de Lou CANTOU)
- répondre du mieux possible au stress de salariés pris en porte-à-faux entre nécessité de service et contraintes personnelles (écoles fermées, personnes vulnérables avec recommandations de retrait, risques inhérents à la promiscuité dans les transports en commun, ...)
- mettre en place le télétravail pour les fonctions pouvant être concernées, en assurant tout de même la sécurisation des données en transmission permanente
- rester vigilants et faire preuve de grande pédagogie pour expliquer et faire respecter les recommandations sanitaires et les gestes barrières aux personnes accueillies et accompagnées dans les établissements et services.

Très vite et heureusement, nous avons reçu des masques (distributions régulières jusqu'en juin 2020) de la part du Conseil Départemental 13 et de l'Agence Régionale de Santé – PACA. Ces dons de masques ont permis d'assurer la couverture des besoins de l'ensemble de l'association, en plus des masques en tissus que nous avons fait produire dès les premières semaines.

Très vite aussi, il a fallu s'organiser pour être fourni dans le contexte de grande pénurie généralisée concernant les équipements et produits dont, comme tout le monde, nous avons besoin alors : gants, gel hydro-alcoolique, produits désinfectants de nettoyage de surfaces, visières de protection, ordinateurs portables (télétravail), boîtiers de connexion sécurisée (télétravail), ...

Très vite, encore, il a fallu s'ajuster, ajuster les consignes et les protocoles, au fur et à mesure des réajustements politiques et des éditions de multitudes de conseils et autres recommandations hebdomadaires, parfois bi-hebdomadaires ...

Le Siège et son équipe a joué un rôle crucial, aux côtés et avec les Cadres et Coordinateurs de l'ARS. Les équipes n'ont jamais été en reste.

AUTRES FAITS MARQUANTS :

* **Laverie sociale/CHRS de l'ARS** – Le chef de service du CHRS a mis les bouchées doubles pour relever le défi d'ouvrir la Laverie Sociale, en pleine période de pandémie. Ce fut une décision courageuse et juste, à un moment où les personnes à la rue (de la rue) avaient besoin le plus de toutes ces structures d'aide au quotidien, dont les activités ont dû (à juste titre) se replier ou arrêter par sécurité sanitaire de tous. Le second semestre a servi à lancer ... la machine !

* **Passage de vitesse pour la création de SAME (Service d'Accueil pour Mineurs Étrangers)** -Le premier résident ayant été accueilli le 24 décembre 2019 (!), 2020 était l'année de la vraie montée en charge et de l'objectif de complétude de SAME 60 (60 places d'accompagnement éducatif à partir d'hébergement individualisé). Le pari a été tenu suivant le calendrier projeté ? L'ouverture de SAME 10 (10 place en familles d'accueil bénévoles) a dû être différé du fait de la complexité de prospecter et placer auprès de familles, des jeunes, en pleine pandémie et sa cohorte de recommandations de précautions de distance.

Compte tenu de cette organisation sur l'année 2020, nous avons donc poursuivi la facturation de nos activités et la continuité d'exploitation n'a pas été remise en cause.

4.2 Faits caractéristiques postérieurs à la clôture

* **Préparation de l'extension de capacité du Service de Réparation Pénale (+ 30%)** – Conversion envisagée d'une capacité de 180 mesures/an à 234 mesures/an, pour démarrer début 2021.

* **Préparation de la pérennisation (pour 2021) de l'Accueil BLANCARDE, via une transformation/création du Centre d'hébergement d'urgence et de stabilisation en CHRS d'urgence, avec un agrément de 15 ans, renouvelables** – Transformation envisagée de statut donc pour une capacité et un projet social inchangés : 33 places (11 pour femmes, 22 pour hommes), accueil d'urgence et inconditionnalité, accueil possible de binômes personne et animal de compagnie.

5 Principes et méthodes comptables

5.1 Principes généraux

Le règlement ANC 2018-06 s'applique aux comptes afférents aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2020.

Les comptes annuels de notre entité pour cet exercice clos ont été arrêtés conformément aux dispositions du code de commerce, aux dispositions spécifiques applicables du règlement ANC

2018-06 et au règlement ANC 2019-04 relatif aux dispositions spécifiques des ESMS, à celles du règlement ANC 2014-03 relatif au plan comptable général.

5.1.1 Changement de méthode comptable

Première application du règlement ANC n°2018-06 et du règlement ANC n° 2019-04

La première application du règlement ANC n°2018-06 constitue un changement de méthode comptable.

Le bilan et le compte de résultat de l'exercice précédent ne sont pas modifiés. En effet aucun texte n'a autorisé une présentation avec effet rétroactif du bilan et du compte de résultat comme si le règlement ANC n°2018-06 avait été appliqué dans les comptes dès l'ouverture de l'exercice précédent.

En application de l'obligation prévue par le nouveau règlement, les changements suivants sont appliqués rétrospectivement :

Des subventions d'investissement affectées à des biens renouvelables ont fait l'objet d'un transfert en report à nouveau ayant financé des immobilisations totalement amorties au 31/12/2020, ont donc été transférées en report à nouveau pour un montant de 57 K€ et des reclassement d'ancien excédent non repris ont fait l'objet d'un transfert également en report à nouveau pour un montant de 600 K€.

- Montant net, en report à nouveau : + 757 820 €

5.1.2 Changements d'estimation

Notre entité n'a effectué aucun changement d'estimation ayant un impact significatif.

5.1.3 Corrections d'erreurs

Notre entité n'a constaté aucune correction d'erreur significative

5.2 Principales méthodes comptables

Les comptes présentés appliquent la méthode « de préférence » suivante qualifiée ainsi par le règlement 2014-03 :

- Provisionnement des engagements en matière de pensions conformément à l'article 324-1 ;

6 Informations relatives aux postes du bilan

Un actif est un élément identifiable du patrimoine ayant une valeur économique positive pour l'entité, c'est-à-dire un élément générant une ressource que l'entité contrôle du fait d'événements passés et dont elle attend des avantages économiques futurs ou un potentiel lui permettant de fournir des biens ou services à des tiers conformément à sa mission ou à son objet.

6.1 Actif immobilisé

A leur date d'entrée dans le patrimoine de l'entité, la valeur des actifs est déterminée à leur coût d'acquisition.

La valeur nette comptable est ramenée à la valeur actuelle par le biais d'une dépréciation modifiant ainsi de manière prospective la base amortissable.

L'évaluation des dépréciations est réalisée ultérieurement selon les mêmes règles. Quand les raisons qui ont motivé des dépréciations cessent d'exister, elles sont rapportées en résultat sauf celles sur le fonds commercial qui ne sont jamais reprises.

6.1.1 État de l'actif immobilisé (brut)

Situations et mouvements	A	B	C	D
Rubriques	Valeur brute à l'ouverture de l'exercice	Augmentations	Diminutions	Valeur brute à la clôture de l'exercice
Immobilisations incorporelles	35 943	0	4 653	31 290
Immobilisations corporelles	4 190 276	298 757	90 990	4 451 714
Immobilisations financières	258 171	22 451	8 249	272 373
Total	4 484 390	321 208	103 892	4 755 377

Aménagement du cadre général – Développement de la colonne B (augmentations)

Augmentations de l'exercice	Ventilation des augmentations				
	Virements		Entrées		
	De poste à poste	Provenant de l'actif circulant	Acquisitions	Apports	Créations
Immobilisations incorporelles	0	0	0	0	0
Immobilisations corporelles	0	0	298 757	0	0
Immobilisations financières	0	0	22 451	0	0
Total	0	0	321 208	0	0

Aménagement du cadre général – Développement de la colonne C (diminutions)

Diminutions de l'exercice	Ventilation des diminutions				
	Virements		Sorties		
	De poste à poste	A destination de l'actif circulant	Cessions	Scissions	Mises hors service
Immobilisations incorporelles	0	0	0	0	4 653
Immobilisations corporelles	0	0	0	0	90 990
Immobilisations financières	0	0	0	0	8 249
Total	0	0	0	0	103 892

6.1.2 Amortissements de l'actif immobilisé

Situations et mouvements	A	B	C	D
Rubriques	Amortissements cumulés au début de l'exercice	Augmentations : dotation de l'exercice	Diminutions d'amortissements de l'exercice	Amortissements cumulés à la fin de l'exercice
Immobilisations incorporelles	32 988	1 673	4 653	30 007
Immobilisations corporelles	1 902 646	165 039	90 990	2 030 365
Immobilisations financières	0	0	0	0
Total	1 935 633	166 712	95 643	2 060 373

Aménagement du cadre général – Développement de la colonne B (augmentations)

Augmentations de l'exercice	Ventilation des dotations			
	Compléments liés à une réévaluation	Sur éléments amortis selon mode linéaire	Sur éléments amortis selon autre mode	Dotations exceptionnelles
Immobilisations incorporelles	0	1 673	0	0
Immobilisations corporelles	0	165 039	0	0
Immobilisations financières	0	0	0	0
Total	0	166 715	0	0

Aménagement du cadre général – Développement de la colonne C (diminutions)

Diminutions de l'exercice	Ventilation des diminutions		
	Eléments transférés à l'actif circulant	Eléments cédés	Eléments mis hors service
Immobilisations incorporelles	0	0	4 653
Immobilisations corporelles	0	0	90 990
Immobilisations financières	0	0	0
Total	0	0	95 643

Modalités d'amortissements

Types d'immobilisations	Mode	Durée
Structure et ouvrages assimilés	Linéaire	50 ans
Menuiseries	Linéaire	25 ans
Chauffage	Linéaire	15 ans
Plomberie	Linéaire	25 ans
Ravalement	Linéaire	15 à 25 ans
Electricité	Linéaire	25 ans
Etanchéité	Linéaire	15 ans
Installations et agencements divers	Linéaire	3 à 10 ans
Matériel et outillage industriels	Linéaire	3 à 5 ans
Matériel de Transport	Linéaire	4 à 5 ans
Matériel de bureau et informatique	Linéaire	3 à 5 ans
Mobilier	Linéaire	3 à 10 ans

6.1.3 Dépréciations de l'actif immobilisé

Immobilisations	Valeur actuelle	Valeur nette comptable	Dépréciation	Dotation/ Reprise	
				Montant	Compte utilisé
Immeuble 83, Rue Consolat		55 407	53 671		

6.1.4 Informations relatives aux filiales et participations

Informations financières	Capital	Réserves et report à nouveau avant affectation des résultats	Quote-part du capital détenue (en %)	Valeurs comptables des titres détenus		Prêts et avances consentis par la société et non encore remboursés	Résultats (bénéfice ou perte du dernier exercice clos)	Dividendes encaissés par la société au cours de l'exercice
				Brute	Nette			
Filiales et participations								
SCI EPSS (884963687)	1 000	0	51	510	510	134 547	-7151	0

6.2 Actif circulant

6.2.1 Comparaison VNC et valeur suivant dernier prix de marché

Stocks / VMP	Au prix de marché	Au bilan	Différence
Contrat Capitalisation BMM CAPI V	1 494 750	1 838 091	343 341
Contrat CAPI CA	400 000	404 268	4 268

6.2.2 Précisions sur les Autres créances

- Compte courant avec la SCI => 134 547 €
- Produits à recevoir (Prime Covid, CIL) => 52 488 €
- Compte Epargne Temps => 139 670 €
- Divers => 10 007€

Les charges constatées d'avance significatives sont les suivantes :

Fournisseurs => représentant 36 289 € / 17 242 € l'exercice précédent

6.3 Tableau des dépréciations de l'Actif

	Situations et mouvements			
	A	B	C	D
Rubriques	Dépréciations au début de l'exercice	Augmentations : dotation de l'exercice	Diminutions : reprise de l'exercice	Dépréciations à la fin de l'exercice
Immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles				
Stocks		NEANT		
Créances				
Immobilisations financières				
Total				

6.4 Fonds propres

6.4.1 Tableau de variation des Fonds propres

VARIATION DES FONDS PROPRES	A L'OUVERTURE	AFFECTATION DU RESULTAT	AUGMENTATION	DIMINUTION OU CONSOMMATION	A LA CLOTURE
Fonds propres sans droit de reprise	0	0	0	0	0
Fonds propres avec droit de reprise	57 237	0	0	57 237	0
Ecart de réévaluation	0		0	0	0
Réserves « dont réserves des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée (1) »	1 837 395	0	1 064 889	1 634 446	1 267 837
Report à nouveau « dont report à nouveau des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée (1) »	1 411 106	67 246	974 929	336 222	2 117 058
Excédent ou déficit de l'exercice « dont résultat des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée (1) »	67 246	-67 246	44 513		44 513
Situation nette (sous-total)	3 372 983	0	2 084 331	2 027 905	3 429 409
Fonds propres consommables	0		0	0	0
Subventions d'investissement	513		0	513	0
Provisions réglementées	969 217		8 471	12 883	964 805
TOTAL	4 342 714	0	2 092 801	2 041 301	4 394 213

(1) Précision prévue par l'article 153-1 du règlement ANC 2019-04 relatif aux activités sociales et médico-sociales gérée par des personnes morales de droit privé à but non lucratif applicable aux exercices ouverts à compter du 1/1/2020, exercices pour lesquels l'article 151-1 prévoit « le résultat, le report à nouveau et les réserves des activités sociales et médico-sociales sont présentés séparément au passif (...) sur une ligne spécifique »

6.4.2 Autres informations sur les fonds propres sans droit de reprise

Libellé	Solde au début de l'exercice	Augmentation	Diminution	Solde à la fin de l'exercice
Fonds propres statutaires				
Fonds propres complémentaires	NEANT			
• Première situation nette établie				
• Legs et donations avec contrepartie d'actifs immobilisés				
• Dotations non consommables				
• Autres apports sans droit de reprise				

6.4.3 Autres informations sur les fonds propres avec droit de reprise

Libellé	Solde au début de l'exercice	Augmentation	Diminution	Solde à la fin de l'exercice
Fonds propres statutaires				
Fonds propres complémentaires				
• Autres apports avec droit de reprise				
Subvention d'investissement sur bien renouvelable (1)	57 237	0	57 237	0

(1) Le compte 103600 « Subvention d'investissement sur bien renouvelable » a fait l'objet d'un reclassement lié à l'application du règlement ANC 2018 06 en compte 110000 « Report à nouveau » car le bien financé était totalement amorti.

6.4.4 Ecart de réévaluation

Néant.

6.4.5 Réserves, statutaires ou contractuelles, autres, pour projet de l'entité.

o Réserves statutaires et contractuelles

Néant.

o Réserves pour projet de l'entité

Ces réserves sont constituées des :

- Excédents affectés à l'investissement pour	741 350 €
- Excédents affectés en réserve de compensation des déficits pour	307 263 €
- Excédents affectés en réserve de trésorerie pour	4 878 €

6.4.6 Report à nouveau dont report à nouveau sous gestion contrôlée (ESSMS)

En tant qu'entité gestionnaire il est comptabilisé dans des comptes spécifiques de report à nouveau, le résultat de l'activité sociale et médico-sociale **sous gestion contrôlée** de ces établissements ajusté des deux éléments suivants :

— Les charges et les produits des établissements dont la prise en compte par l'autorité de tarification est différée ;

— Les charges des établissements rejetées par l'autorité de tarification, conformément aux dispositions de l'article R. 314-52 ou de l'article R. 314-236 du code de l'action sociale et des familles et dont le rejet est contesté par l'entité dans le cadre d'un recours.

Lorsque les recours sont épuisés, les charges des établissements rejetées par l'autorité de tarification sont affectées dans le compte de report à nouveau général de l'entité.

Avant répartition du résultat de l'exercice		
Nature du report	Débiteur	Créditeur
Report à nouveau des activités propres de l'entité (acquis à l'entité)	1 268 581	2 627 819
Report à nouveau des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée :		
• Charges et produits dont la prise en compte est acceptée		
• Charges rejetées, rejet objet d'un recours		
• Charges et produits dont la prise en compte est différée		
Solde	1 268 581	2 627 819

6.4.7 L'excédent ou déficit effectif de l'entité gestionnaire (ESSMS)

Le CASF fixe les règles. Le résultat ne peut être attribué aux membres ou aux fondateurs de l'association.

Tableau de détermination du résultat effectif global de l'entité (art 153-2 du règlement n°2019-04)

Tableau de détermination du résultat effectif global de l'entité	Exercice N	Exercice N-1
Résultat comptable	44 513	67 246
Reprises du résultat antérieur (en + ou -) (1)	7 214	22 628
= Excédent ou déficit effectif global	51 727	89 874
Dont résultat effectif sous gestion propre (2)		
Dont résultat effectif sous gestion contrôlée		

- (1) Augmentations/diminutions de contributions financières des autorités de tarification finançant les déficits des exercices antérieurs ou reprenant les excédents des exercices antérieurs des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée
- (2) Indiquer le cas échéant les montants respectifs de la contribution aux résultats effectifs N/N-1 sous gestion propre des résultats des activités autres que sociales et médico-sociales d'une part et des résultats des activités sociales et médico-sociales qui ne sont pas sous gestion contrôlée d'autre part.

6.4.8 Subventions d'investissement

Les subventions d'investissements sont des ressources à caractère durable, des ressources stables permettant de financer les investissements nécessaires aux activités de l'entité et d'alimenter sa trésorerie.

A compter de la 1^{ère} application du règlement ANC 2018-06, notre entité a choisi de:

- reprendre dans le résultat, au rythme de l'amortissement, de la quote-part des biens ainsi financés, la subvention d'investissement comptabilisée en fonds propres lors de son octroi, seul le montant net de la subvention étant présentée au bilan (traitement comptable appliqué rétrospectivement dès le 1^{er} exercice ouvert à compter du 1^{er} janvier 2020 aux subventions affectées à des biens renouvelables).

Tableau des subventions d'investissement

Subventions d'investissement		Solde à l'ouverture de l'exercice			Variations de l'exercice		Solde à la clôture de l'exercice
		Montant global avant changement de méthode lié à l'ANC 2018-06	Impact du changement de méthode lié à l'ANC 2018-06	Montant global après changement de méthode lié à l'ANC 2018-06	Augmentation	Diminution	Montant global
Montant nominal :							
	Affectées à des biens non renouvelables	513			0	513	0
	Affectées à des biens renouvelables		0	0	0	0	0
	TOTAL	513	0	0	0	513	0
Quotes-parts virées au résultat :							
	Affectées à des biens non renouvelables	0			0	0	0
	Affectées à des biens renouvelables		0	0	0	0	0
	TOTAL	0	0	0	0	0	0
	Montant net en fonds propres	513	0	0	0	0	0

6.4.9 Provisions réglementées

Cf § 6.6 les tableaux de variations des provisions réglementées et pour risques et charges

Sont comptabilisés en amortissement dérogatoire, provisions réglementées, par notre entité gestionnaire la différence entre l'amortissement pratiquée dans le compte administratif des ESSMS gérées et l'amortissement courant comptabilisé en moins de l'actif par notre entité (Article 121-1).

6.4.10 Autres fonds propres

Néant.

6.4 Fonds reportés et dédiés

6.5.1 Fonds reportés liés aux legs ou donations

Néant.

6.5.2 Fonds dédiés :

L'ensemble des fonds dédiés sont détenus depuis plus de 2 ans.

Situations	Montant des fonds affectés au projet	Fonds à dégager au début de l'exercice (19)	Virement Compte (103 / 7718)	Utilisation en cours d'exercice (7894)	Engagement à réaliser sur nouvelles ressources affectées (6894)	Fonds restants à engager en fin d'exercice (19)
Ressources	(2)	A	B	C	D	E=A-B-C+D
Subvention (1)	-	-				-
Action "Opération Mer"	16 769	16 769				16 769
Action "Plages de livres"	10 741	10 741				10 741
SPN - Formation	26 781	26 781				26 781
Action - Manuels	6 131	6 131				6 131
TOTAL	60 423	60 423				60 423

(1) A regrouper les cas échéant

(2) Il peut paraître intéressant d'indiquer le montant total des subventions affectées à chacun des projets avec mention de l'année d'attribution. Le montant total correspond aux fonds affectés lors des exercices antérieurs et lors de l'exercice en cours.

6.5 Tableaux de variation des provisions réglementées et pour risques et charges

	Situations et mouvements			
	A	B	C	D
Rubriques	Provisions au début de l'exercice	Augmentations : dotation de l'exercice	Diminutions : reprises de l'exercice	Provisions à la fin de l'exercice
Provisions réglementées	969 217	8 472	12 883	964 805
Provisions pour risques	98 890	15 000	46 150	67 740
Provisions pour charges	223 542	15 548	31 800	207 290
Total	1 291 649	39 020	90 833	1 239 835

6.6.1 Aménagement du cadre général- Augmentations (colonne B)

Augmentations (dotations) de l'exercice	Ventilation des dotations		
	Exploitation	Financier	Exceptionnel
Provisions réglementées	8 472	0	0
Provisions pour risques	15 000	0	0
Provisions pour charges	15 548	0	0
Total	39 020	0	0

6.6.2 Aménagement du cadre général - Diminutions (colonne C)

Diminutions (reprises) de l'exercice	Ventilation des diminutions (reprises)		
	Exploitation	Financier	Exceptionnel
Provisions réglementées	12 883	0	0
Provisions pour risques	25 000	0	21 150
Provisions pour charges	31 800	0	0
Total	69 683	0	21 150

6.7 Provision pour risques et charges

	Montant au début de l'exercice	Constitution par fonds propres	Dotations de l'exercice	Reprises utilisées	Reprises non utilisées	Reprises par fonds propres	Montant à la fin de l'exercice
Provisions pour risques	98 890	0	15 000	25 000	21 150	0	67 740
Provisions pour charges	223 542	0	15 548	31 800	0	0	207 290
Total	322 432	0	30 548	56 800	21 150	0	275 030

6.7.1 Provisions pour engagements de retraite et avantages assimilés

Engagements retraite	Provisionné	Non provisionné	Total
Indemnités de départ en retraite	15 548	0	0

La convention collective appliquée dans l'association prévoit le versement d'une indemnité de fin de carrière en fonction de l'ancienneté de la personne dans l'association.

- 1 mois des derniers appointements s'il totalise dix années d'ancienneté au service de la même entreprise.
- 3 mois des derniers appointements s'il a au moins 15 ans d'ancienneté dans une activité relevant du champ d'application de la même convention.
- 6 mois des derniers appointements s'il a au moins 25 ans d'ancienneté dans une activité relevant du champ d'application de la même convention.

Il a été estimé que les départs se font à 62 ans, à l'initiative du salarié et de ce fait, soumis à cotisations.

La provision pour indemnités de départ à la retraite couvre les droits acquis des salariés, nés entre 1948 et 1963, en contrat à durée indéterminée et s'élève à : 207 290 €. Ce montant est entièrement comptabilisé en provisions pour risques et charges.

6.7.2 Provisions pour médaille du travail

La convention collective appliquée dans l'association ne prévoit pas l'attribution de médailles du travail, aucune provision n'est constatée dans les comptes.

6.7.3 Provisions pour risque et charge

Les provisions pour risque et charge concernent des litiges prud'hommes.

6.8 Dettes

6.8.1 Emprunts et autres dettes assimilés

Néant.

6.8.2 Dettes des legs ou donations

Néant.

6.8.3 Précisions sur d'autres dettes

Néant.

6.9 État des échéances des créances et des dettes, mention de celles garanties par des suretés réelles, à la clôture de l'exercice

Créances (a)	Montant brut	Liquidité de l'actif		Dettes (b)	Montant brut	Degré d'exigibilité du passif		
		Échéances à 1 an au plus	Échéances à plus 1 an			Échéances à 1 an au plus	Échéances	
							à plus 1 an et 5 ans au plus	à plus 5 ans
Créances de l'actif immobilisé : Créances rattachées à des participations Prêts (1) Autres	590 214 346 57 437	5 752 57 437	590 208 594	Emprunts obligataires convertibles (2)(3) Autres emprunts obligataires (2)(3) Emprunts (2) (3) et dettes auprès des établissements de crédit (3) dont : - à 1 an au maximum à l'origine - à plus de 1 an à l'origine				
Créances de l'actif circulant : Créances Clients et Comptes rattachés Créances reçues par legs ou donations Autres Charges constatées d'avance	730 344 345 104 36 289	730 344 205 434 36 289	 139 670	Emprunts et dettes financières divers (2) (3) Dettes Fournisseurs et Comptes rattachés Dettes des legs ou donations Dettes fiscales et sociales	231 566 913 395 1 585 526 092 1 826	231 566 913 395 526 092 1 826	 1 585	
TOTAL	1 384 110	1 035 256	348 854	TOTAL	1 674 464	1 672 879	1 585	
(1) Prêts accordés en cours d'exercice Prêts récupérés en cours d'exercice				(2) Emprunts souscrits en cours d'exercice Emprunts remboursés en cours d'exercice (3) Dont garanties par des suretés réelles (indication des postes concernés)				

(a) Non compris les avances et acomptes versés sur commandes en cours
(b) Non compris les avances et acomptes reçus sur commandes en cours

7 Informations relatives au Compte de résultat

Le compte de résultat est présenté selon les dispositions du plan comptable général sauf en ce qui concernent les opérations spécifiques qui suivent :

- Produits d'exploitation : cotisations, produits de tiers financeurs, utilisations des fonds dédiés ;
- Charges : aides financières, reports en fonds dédiés ;
- Contributions volontaires en nature (produits) et charges des contributions volontaires en nature

7.1 Résultats par activité ou établissement

Déficit ou excédent de l'exercice	Déficit	Excédent
<i>Gestion propre (= libre)</i>		
— ASSOCIATION		18 768
<i>Gestion sous contrôle de tiers financeurs (= conventionnée)</i>		
— SRP		4 190
— SIEGE	4 422	
— CHRS		63 897
— SOUSTO ACT		54 236
— SEMO		11 215
— LOU CANTOU	41 895	
— PEPS	115 113	
— SAME		82 969
— BLANCARDE	29 880	
— DAUF		546
RESULTAT DE L'EXERCICE		44 513

7.2 Passage du résultat comptable au résultat administratif (gestion sous contrôle de tiers financeurs) et autres informations sur les comptes des établissements sociaux et médico-sociaux

7.2.1 Tableau de passage entre résultat comptable et résultat administratif par établissement

Etablissement Siège sous contrôle de tiers financeur

Résultat comptable	-	4 422
Résultat antérieur incorporé	-	-
<i>Retraitements</i>		-
Provision pour congés payés		
Provision retraite		
Autres dont CITS		24
Résultat compte administratif	-	4 398

Etablissement Lou Cantou sous contrôle de tiers financeur

Résultat comptable	-	41 895
Résultat antérieur incorporé	-	4 441
<i>Retraitements</i>		
Provision pour congés payés	-	31 800
Provision retraite		
Reprise Dot.Amortiss. s/réserve compensation Chges Amortiss.		
Autres dont CITS		
Résultat compte administratif	-	78 136

Etablissement PEPS sous contrôle de tiers financeur

Résultat comptable	-	115 113
Résultat antérieur incorporé	-	20 885
<i>Retraitements</i>		
Provision pour congés payés		-
Provision retraite		
Amortissements dérogatoires		-
créances douteuses		-
Autres dont CITS		-
Résultat compte administratif	-	135 998

Etablissement SEMO sous contrôle de tiers financeur

Résultat comptable	11 215
Résultat antérieur incorporé	29 408
<i>Retraitements</i>	
Provision pour congés payés	- 1 269
Provision retraite	-
Amortissements dérogatoires	-
Autres dont CITS	-
Résultat compte administratif	39 354

Etablissement CHRS sous contrôle de tiers financeur

Résultat comptable	35 354
Résultat antérieur incorporé	
<i>Retraitements</i>	
Provision pour congés payés	
Provision retraite	
Dotation complémentaire non reconductible	- 41 528
Résultat compte administratif	- 6 174

Etablissement CHRS (laverie)

Résultat comptable	28 543
--------------------	--------

Etablissement SRP sous contrôle de tiers financeur

Résultat comptable	4 190
Résultat antérieur incorporé	
<i>Retraitements</i>	
Provision pour congés payés	- 711
Provision retraite	
Autres dont CITS	
Résultat compte administratif	3 479

Etablissement SOUSTO ACT sous contrôle de tiers financeur

Résultat comptable	54 236
Résultat antérieur incorporé	3 132
<i>Retraitements</i>	
Provision pour congés payés	-
Provision retraite	-
Autres dont CITS	-
Résultat compte administratif	57 368

Etablissement SAME sous contrôle de tiers financeur

Résultat comptable	82 969
Résultat antérieur incorporé	-
<i>Retraitements</i>	-
Provision pour congés payés	-
Provision retraite	-
Autres dont CITS	-
Résultat compte administratif	82 969

7.2.2 Tableau de suivi du traitement des dettes provisionnées pour congés à payer (en €)

	Provisions congés payés				Provisions charges soc/ congés payés			
	Ouverture	Augmentation	Diminution	Clôture	Ouverture	Augmentation	Diminution	Clôture
LOU CANTOU	54 588	4 644		59 231	33 102	2 816		35 918
PEPS	71 791	676		72 467	43 075	406		43 481
CHRS	21 059	1 910		22 969	12 635	1 146		13 781
SIEGE	38 934	3 651		42 585	23 361	2 190		25 551
SEMO	21 721		793	20 928	13 032		476	12 556
SOUSTO ACT	12 268	1 351		13 619	7 361	810		8 171
SRP	8 073		444	7 629	4 844		267	4 577
BLANCARDE	17 495	126		17 621	10 497	75		10 572
SAME	0	32 326		32 326	0	19 395		19 395
DAUF	7 372	1 165		8 537	4 423	699		5 122
Total	253 300	45 848	1 237	297 910	152 330	27 537	743	179 124

7.2.3 Tableau de suivi des amortissements dérogatoires

	Amortissements dérogatoires			
	Ouverture	Augmentation	Diminution	Clôture
LOU CANTOU	66 481	7 664	-	74 145
PEPS	243 525	-	12 883	230 642
CHRS	-			-
SIEGE	12 381	45	-	12 426
SEMO	-			-
SOUSTO ACT	-			-
SRP	-			-
BLANCARDE	-			-
SAME	-	-	-	-
ASSO DAUF	15 617	763		16 380
	-			-
Total	338 003	8 471	12 883	333 593

7.3 Produits du compte de résultat

7.3.1 Cotisations

Néant.

7.3.2 Ventes de biens et services

DAUF : prestation de service 158 856 €

7.3.3 Produits de tiers financeurs

- Concours publics et Subventions d'exploitation

Les concours publics sont attribués par une autorité administrative, qui est pour notre activité, l'ARS.

Les subventions d'exploitation sont comptabilisées en produit lors de la notification de l'acte d'attribution de la subvention par l'autorité administrative.

Nature du concours ou de la subvention	Union européenne	Etat	Collectivités territoriales	Caisse d'allocations familiales	Autres
Concours publics			6 636 662		
Subvention d'exploitation			440 664		
Subvention d'investissement					

7.3.4 Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges

Reprises :

- Sur provisions pour risques et charges : 56 800 €
- Sur provisions pour créances : 121 939 €
- Sur provisions exceptionnelles pour dépréciation : 22 461 €
- Transferts de charges : 59 450 €

7.3.5 Utilisations des fonds dédiés

Néant.

7.3.6 Autres produits en € (d'exploitation)

	CAF	Cotisation	Participation jeunes	Autres produits de gestion courante	Total
LOU CANTOU	45 659		4 336	2	49 997
PEPS	7 851		-	-	7 851
CHRS	41 528		13 687		55 215
Association	-	180	-	-	180
SOUSTO ACT	867		6 250	68	7 185
SRP	-	-	-	7	7
BLANCARDE	-	-	2 392		2 392
DAUF	-	-	6 443	7	6 450
	95 905		33 108	84	129 277

7.4 Charges du compte de résultat

7.4.1 Achats de marchandises et variation des stocks

En N-1, le montant s'élevait à 345 376 € contre 0 € en N : le montant a été transféré en autre achats et charges externes.

7.4.2 Autres Achats et charges externes

En N-1, le montant s'élevait à 1 707 948 € contre 2 591 383 € en N : le montant des achats de marchandises a été transféré en autre achats et charges externes. La variation s'explique également avec l'activité du nouvel établissement du SAME.

7.4.3 Impôts, taxes et versements assimilés

Le montant en N-1 est de 388 977 € contre 433 767 € en N : la variation s'explique par le nouvel établissement du SAME.

7.4.4 Salaires et traitements, charges sociales

Le montant en N-1 est de 3 586 796 € contre 4 206 152 € en N : la variation s'explique par le nouvel établissement du SAME.

7.4.5 Dotations aux amortissements et aux dépréciations

Cf 6.1.2

7.4.6 Dotations aux provisions

Cf 6.6

7.4.7 Reports en fonds dédiés

Cf 6.5.2

7.4.8 Autres charges

	Pécule	Autres charges de gestion courante	Perte sur créances FSE	Total
LOU CANTOU	13 204	-		13 204
PEPS	28 512	3		28 515
CHRS		3		3
SIEGE		51		51
SEMO	240	5		245
Association			121 939	121 939
SOUSTO ACT	390	3		393
SRP				-
BLANCARDE		242		242
SAME	22 234	41		22 274
DAUF	-	-	-	-
	64 580	348	121 939	186 866

7.5 Résultat Financier

Le résultat financier 2020 est de + 21 920 € correspondant aux intérêts courus de 2020 des placements CAPI.

7.6 Résultat exceptionnel

	Produits s/exercices antérieurs	Reprise s/prov (1)	CIL Remboursement à recevoir	Produit cession éléments actifs cédés	Amortissements dérogatoires	Pénalités	Total
LOU CANTOU					7 664		- 7 664
PEPS				500	- 12 883		13 383
CHRS	-	-	-	-	-	-	-
SIEGE			5 752		45	24	5 683
SEMO	-		-	-	-	-	-
Association SOUSTO		22 461			763		21 698
ACT	-	-	-	-	-	-	-
SRP	-		-	-	-	-	-
BLANCARDE	1 273						1 273
SAME	-	-	-	-	-	-	-
DAUF	-	-	-	-	-	-	-
	1 273	22 461	5 752	500	- 4 411	24	34 373

(1) Reprise provision Consolat 1 311,06 €
Reprise provision FSE 21 150 €

7.7 Contributions et charges des contributions, volontaires en nature

Néant.

7.7.1 Contributions volontaires en nature (Produits) : informations détaillées

Néant.

7.7.2 Charges des Contributions volontaires en nature : informations détaillées

Néant.

7.7.3 Autres informations sur la nature, le montant et le traitement de certains produits et charges

Néant.

7.7.4 Autres informations sur le contenu de postes du bilan et du compte de résultat

- Produits à recevoir : cf 6.2.4
- Charges et produits exceptionnels : cf 7.6
- Transferts de charges : cf 7.3.4
- Honoraires des commissaires aux comptes

	KPMG
— Au titre de la mission de contrôle légal des comptes	39 817
— Au titre d'autres prestations	0
Honoraires totaux	39 817

7.7.5 Autres informations sur certaines contributions volontaires en nature non présentées au pied du compte de résultat

Néant.

8 Informations relatives à la fiscalité

Nos activités sont hors champs de la fiscalité.

9 Opérations non habituelles ou non conclues à des conditions normales

Néant.

10 Autres informations et engagements dont opérations et engagements envers les dirigeants

10.1 Informations relatives aux dirigeants (rémunérations, avances et crédits alloués, engagements en matière de retraite, pensions...)

En application de l'article 20 de la loi n° 2006-586 du 23 mai 2006 relative au volontariat associatif et à l'engagement éducatif, le montant des rémunérations et avantages en nature versés aux trois plus hauts cadres dirigeants bénévoles ou salariés s'est élevé à 0 € bruts en 2020.

10.2 Informations concernant les contributions volontaires non renseignées au pied du compte de résultat

Néant.

10.3 Bénévolat

Dans le cadre de la mise en œuvre de notre activité, nous ne faisons pas appel au bénévolat.

10.4 Libéralités acceptées par l'association pour lesquels un délai d'opposition administrative existe

Néant.

10.6.1 Libéralités acceptées pour lesquelles existe un délai d'opposition administrative à la clôture

Néant.

10.6.2 Tableau de suivi des libéralités en cours de délai d'opposition à la clôture

Néant.

10.6.3 Tableau de suivi des libéralités dont le délai d'opposition administrative est expiré à la clôture, jusqu'à leur affectation

Legs et donations acceptés par l'association	Encaissements	Décaissements et virements pour affectation définitive	Solde des legs et donations en début d'exercice (195000)	Solde des legs et donations en fin d'exercice
Dons antérieurs à 2002			6 131	6 131
TOTAL	-	-	6 131	6 131

10.7 Passifs non comptabilisés

Néant.

11 Informations relatives à l'effectif

L'effectif moyen salarié de l'entité se décompose ainsi, par catégorie.

	Personnel salarié
Cadres	15,46
Employés	63,42
Ouvriers	8,97
Techniciens	14,88
Total	102,73

12 Autres informations relatives aux opérations et engagements hors bilan

12.1 Engagements financiers donnés et reçus

L'ARS s'est portée caution solidaire avec la SCI Engagement Pour une Société Solidaire au profit du Crédit Agricole Alpes Provence dans le cadre de deux emprunts souscrits par la SCI le 19 août 2020 pour un montant cumulé de €. 300 000.

12.2 Engagements pris en matière de crédit-bail

Néant.